

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 30876**

### Intitulé

MASTER : MASTER Domaine Droit, économie, gestion Mention Administration et liquidation d'entreprises en difficulté Parcours type Entreprises en difficulté

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Aix-Marseille Université	Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, chancelier des universités, Président de l'Université d'Aix-Marseille

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le master Administration et liquidation des entreprises en difficulté a vocation à former des administrateurs et des mandataires judiciaires aptes à résoudre les difficultés des entreprises dans un cadre amiable ou judiciaire. Il permet d'acquérir une double compétence opérationnelle en droit et en gestion et donc de former des juristes d'affaires polyvalents de très haut niveau susceptibles de s'insérer dans l'ensemble des secteurs de la vie des affaires qui réclame des professionnels capables d'analyser et de résoudre les difficultés juridiques, économiques et financières des entreprises.

Le titulaire du diplôme est également susceptible d'exercer une activité de juriste d'entreprise ou de banque, au sein d'un cabinet d'expertise comptable ou la profession d'avocat spécialisé en procédures collectives.

Le master Administration et liquidation des entreprises en difficulté doit permettre d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice des métiers d'administrateur et de mandataire judiciaire conformément à l'annexe de l'arrêté du 7 mars 2017 relatif à l'accès aux professions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire (NOR : JUSC1706435A) :

- s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires,
- mettre en œuvre des actions de prévention des entreprises en difficulté,
- reconstituer le bilan de l'entreprise,
- évaluer la situation de l'entreprise et établir un diagnostic dans le domaine économique, social, juridique, comptable,
- concevoir et conduire un projet de restructuration,
- accompagner un débiteur dans la mise en œuvre de la restructuration de l'entreprise,
- gérer l'entreprise en difficulté,
- liquider une entreprise,
- interagir avec les acteurs et parties des procédures collectives,
- gérer ou organiser une structure individuelle ou collective,
- exercer les missions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire dans un contexte international.

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Mandat de justice (administrateur judiciaire, mandataire judiciaire)

Banques et sociétés financières

Cabinets d'expertise comptable

Services juridiques et contentieux des banques et des établissements de crédit

- Carrières ou fonctions judiciaires :
  - avocats d'affaires spécialisés, juges consulaires, huissiers de justice, clerks d'administrateur ou de mandataire judiciaire, clerks d'avocat, clerks de notaires, clerks d'huissier...)
  - administrateur ou mandataire judiciaire (sous condition de suivi d'un stage de trente mois après la formation )
- Carrières dans les métiers du chiffre (expert-judiciaire, expert financier, expert en diagnostic, expert-comptable, commissaire aux comptes, comptable, contrôleur de gestion, fiscaliste, analyste crédit et risque bancaire, ...)
- Carrières dans l'entreprise (juriste d'entreprise, cadre administratif, juriste de banque de dépôt ou de banque d'affaires ou de banque judiciaire, juriste aux « affaires spéciales » des établissements de crédit, juriste droit social, juriste dans l'économie sociale et solidaire...)

### Codes des fiches ROME les plus proches :

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

### Modalités d'accès à cette certification

## **Descriptif des composantes de la certification :**

Descriptif des composantes de la certification :

En première année de Master, l'essentiel des cours sont mutualisés avec la mention Droit des affaires sauf pour quelques compétences spécifiques (procédures civiles d'exécution, restructuration et licenciements collectifs, droit pénal des affaires).

En deuxième année de Master, l'accent est mis plus spécifiquement sur l'étude du droit professionnel des administrateurs et mandataires judiciaires et offre des mises en situation pratique sur des cas complexes.

### **MASTER 1 ALED**

#### *Semestre 1*

Maitriser les fondamentaux : le droit de l'entreprise I (6 ECTS UE)

Droit spécial des sociétés (EC)

Atelier de raisonnement juridique : droit spécial des sociétés (EC)

Maitriser une spécialisation [S1] (6 ECTS UE)

Comptabilité générale (EC)

Atelier de raisonnement juridique : comptabilité générale (EC)

Acquérir des spécialisations [S1] (6 ECTS UE)

Droit fiscal des affaires 1 (EC)

Droit bancaire (EC)

Compléter ses compétences en contentieux (4 ECTS UE)

Contentieux économique (EC)

Procédures civiles d'exécution (EC)

Renforcer ses compétences en droit de l'entreprise (4 ECTS UE)

Droit de la concurrence (EC)

Droit de la consommation (EC)

Interagir en langue étrangère [S1] (2 ECTS UE)

TD de langue (EC)

Laboratoire de langues (EC)

Enrichir les compétences préprofessionnelles (2 ECTS UE)

C2I niveau 2 (EC)

Techniques de l'insertion professionnelle (EC)

#### *Semestre 2*

Maitriser les fondamentaux : le droit de l'entreprise II (6 ECTS UE)

Droit des entreprises en difficulté (EC)

Atelier de raisonnement juridique : droit des entreprises en difficulté (EC)

Maitriser une spécialisation [S2] (6 ECTS UE)

Principes d'analyse comptable et financière (EC)

Atelier de raisonnement juridique : principes d'analyse comptable et financière (EC)

Acquérir des spécialisations [S2] (6 ECTS UE)

Droit fiscal des affaires 2 (EC)

Droit financier (EC)

Compléter ses compétences [S2] (4 ECTS UE)

Droit des contrats d'affaires (EC)

Restructuration et licenciements collectifs (EC)

Renforcer ses compétences en droit pénal (3 ECTS UE)

Droit pénal des affaires (EC)

Interagir en langue étrangère (3 ECTS UE)

Contract Law in the English Legal Tradition (EC)

TD de langues (EC)

Interagir en langue étrangère [S2] (3 ECTS UE)

Laboratoire de langue (EC)

Mémoire (2 ECTS UE)

Stage (2 ECTS UE)

### **Master 2 ALED**

#### *Semestre 3*

Cadre général du droit des entreprises en difficulté (8 ECTS UE)

Enseignements fondamentaux sur le droit des procédures collectives (EC)

Les aspects procédurales (EC)

Les aspects répressifs (EC)

Les aspects environnementaux (EC)

Les aspects internationaux et comparés (EC)

Les procédures collectives agricoles (EC)

Gestion opérationnelle des difficultés des entreprises (4 ECTS UE)

Les outils nécessaires à l'appréhension et à la gestion des difficultés (EC)  
 Les techniques de restructuration d'entreprises en difficulté (EC)  
 Les acteurs des entreprises en difficulté (4 ECTS UE)  
 Les débiteurs, dirigeants et associés (EC)  
 Les organes de la procédure (EC)  
 Droit professionnel des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (EC)  
 Les partenaires des entreprises en difficulté (4 ECTS UE)  
 Les créanciers (EC)  
 Les cocontractants (EC)  
 Les fournisseurs de crédit (EC)  
 Les garants (EC)  
 Les salariés (EC)  
 Pratiques professionnelles (8 ECTS UE)  
 Mise en situations professionnelles (EC)  
 Séminaires d'actualité (EC)  
 Travail de recherche personnel encadré (EC)  
 Les missions civiles (EC)  
 Langue étrangère (2 ECTS UE)  
 Anglais des procédures d'insolvabilité (EC)  
*Semestre 4*  
 Stage (30 ECTS UE)

UE : unité d'enseignement, EC : élément constitutif (partie d'une UE)

**Validité des composantes acquises : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Jury composé d'enseignants
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Jury composé d'enseignants
En contrat de professionnalisation	X	Jury composé d'enseignants
Par candidature individuelle	X	Jury composé d'enseignants
Par expérience dispositif VAE	X	Jury composé d'enseignants et de professionnels conformément aux textes

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
------------------------------------	-------------------------------------

#### Base légale

##### Référence du décret général :

- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur
- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master
- Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au J.O du 27 avril 2002
- Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master
- Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

##### Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté d'habilitation du diplôme n° 20180588 du 17 mai 2018

##### Référence du décret et/ou arrêté VAE :

- Décret VAE - Code de l'éducation : article L 613-3 modifié par la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015
- Décret n° 2017-1135 du 4 juillet 2017 relatif à la mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience

##### Références autres :

#### Pour plus d'informations

**Statistiques :**

<http://deve.univ-amu.fr/ove/masters>

**Autres sources d'information :**

<http://www.univ-amu.fr/>

<https://formations.univ-amu.fr/ME5DAE.html>

<http://www.ida-aixmarseille.fr/formations/masters-professionnels/>

<http://www.ida-aixmarseille.fr/wp-content/uploads/2018/04/IDA-MASTER-ALED-Administration-et-Liquidation-des-Entreprises-en-Difficulte.pdf>

**Lieu(x) de certification :**

Aix-Marseille Université : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Bouches-du-Rhône ( 13) [Marseille]

Marseille

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

Institut de droit des affaires

Faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille

3, av. Robert Schuman

13628 Aix-en-Provence

**Historique de la certification :**

Le master Administration et liquidation des entreprises en difficulté (ALED) s'inscrit dans le cadre législatif proposé par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « Loi Macron ».